



FRANCE TELECOM

Société anonyme au capital de 10 426 692 520 euros
Siège social : 6, place d'Alleray 75505 Paris Cedex 15
R.C.S. Paris 380 129 866

Deuxième actualisation du Document de référence 2005



La présente actualisation du Document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 février 2007 conformément à l'article 212-13, 4° du règlement général de l'AMF. Elle complète le document de référence 2005 de France Télécom déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 mars 2006 conformément à l'article 212-13 de son Règlement général sous le numéro D.06-0121 et une actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 octobre 2006 sous le numéro D.06-0121-A01. Le document de référence et ses actualisations pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

SOMMAIRE

| | | |
|-----|--|----|
| 1. | PERSONNES RESPONSABLES | 3 |
| 1.1 | Responsable des informations | 3 |
| 1.2 | Déclaration du responsable..... | 3 |
| 2. | CAPITAL ET PRINCIPAUX ACTIONNAIRES | 4 |
| 2.1 | Capital social | 4 |
| 2.2 | Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2006 | 4 |
| 3. | EVENEMENTS RECENTS | 5 |
| 3.1 | Confirmation des objectifs 2006 et maintien du niveau de génération de Cash-Flow Organique pour 2007 | 5 |
| 3.2 | Résultats estimés de l'exercice 2006 | 5 |
| 3.3 | Pré-déploiement du très haut débit (2007-2008) | 11 |
| 3.4 | Acquisition du groupe diwan | 11 |
| 3.5 | Acquisition d'actions Groupe Silicomp | 11 |
| 3.6 | Complément de prix sur cession de TDF | 11 |
| 3.7 | Procédures judiciaires et d'arbitrage | 12 |
| 4. | INFORMATIONS LIEES A L'ACQUISITION DU GROUPE SILICOMP | 13 |
| 4.1 | Coût d'acquisition | 13 |
| 4.2 | Modalités de financement | 13 |
| 4.3 | Montant de l'écart d'acquisition et traitement comptable | 13 |
| 4.4 | Impact de l'Offre sur les comptes consolidés du Groupe France Télécom..... | 13 |
| 5. | TABLE DE CONCORDANCE | 14 |

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1 RESPONSABLE DES INFORMATIONS

Monsieur Didier Lombard, Président-Directeur Général de France Télécom

1.2 DECLARATION DU RESPONSABLE

« A ma connaissance, et après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les données de la présente actualisation du document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de France Télécom ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé, conformément à la doctrine et aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur l'information semestrielle 2006 ont fait une observation sur la note 9.1 qui expose la décision de la Commission européenne au titre du régime de taxe professionnelle.

Sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes consolidés clos au 31 décembre 2005 ont fait une observation sur la note 2.1.2 relative aux positions comptables retenues par France Télécom en vertu des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8 ainsi qu'une observation sur la décision de la Commission européenne au titre du régime de taxe professionnelle telle que décrite dans la note 33 relative aux litiges.

Sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes consolidés clos au 31 décembre 2004 ont fait une observation sur les changements de méthode décrits en note 2.1 relative à la première application des nouveaux textes comptables ainsi qu'une observation sur la décision de la Commission européenne au titre du régime de taxe professionnelle telle que décrite dans la note 29 relative aux litiges.

Sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes consolidés clos au 31 décembre 2003 ont fait une observation sur le changement de méthode décrit dans la note 2.4 relative aux autres méthodes comptables. »

Le Président-Directeur Général

Didier Lombard

2. CAPITAL ET PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

2.1 CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2006, le capital social de France Télécom S.A. tel que constaté par le Conseil d'administration du 31 janvier 2007 est fixé à la somme de 10 426 692 520 euros, divisé en 2 606 673 130 actions de quatre euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées.

2.2 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31 DECEMBRE 2006

| Détenteur | Nombre d'actions et de droits de vote | en % |
|-------------------------|---------------------------------------|-----------------|
| Etat | 473 246 644 | 18,16 % |
| ERAP | 371 515 064 | 14,25 % |
| Total Etat + ERAP | 844 761 708 | 32,41 % |
| Public | 1 666 949 010 | 63,95 % |
| Salariés ⁽¹⁾ | 94 962 412 | 3,64 % |
| Autocontrôle | - | - |
| Total | 2 606 673 130 | 100,00 % |

(1) Concerne uniquement les actions détenues par des salariés et anciens salariés directement au nominatif ou dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise ainsi que les actions achetées dans le cadre d'offres par l'Etat réservées aux salariés et incessibles jusqu'au 20 janvier 2007 ou jusqu'au 7 novembre 2008.

A la connaissance de France Télécom, aucun actionnaire autre que l'Etat et l'ERAP ne possédait au 31 décembre 2006, directement ou indirectement, plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

3. EVENEMENTS RECENTS

3.1 CONFIRMATION DES OBJECTIFS 2006 ET MAINTIEN DU NIVEAU DE GENERATION DE CASH-FLOW ORGANIQUE POUR 2007

Le 15 décembre 2006, France Télécom a confirmé les performances financières et opérationnelles pour l'année en cours et présenté une revue détaillée de ses principales activités et de ses perspectives pour 2007 et les années à venir.

Performance 2006 confirmée

Comme annoncé précédemment, la génération d'un cash flow organique de 7 milliards d'euros en 2006, qui constitue la priorité absolue du Groupe, est confirmée.

Sont également confirmées :

- la limitation à moins de 2 points de la baisse du taux de marge brute opérationnelle par rapport à 2005 ;
- le maintien du niveau de dépenses d'investissements qui représenteront environ 13% du chiffre d'affaires.

Maintien en 2007 de la génération de cash-flow organique, notamment grâce à l'adaptation de la structure de coûts

France Télécom maintiendra l'année prochaine sa génération de cash-flow organique au même niveau qu'en 2006, soit 6,8 milliards d'euros (après prise en compte de la cession de PagesJaunes Groupe intervenue fin 2006). Dans un contexte de légère croissance des principaux marchés du Groupe, cet objectif repose sur le maintien du taux d'investissement au niveau de 2006 et sur une quasi-stabilisation du taux de marge brute opérationnelle grâce à l'accentuation du programme de réduction et d'optimisation des coûts en cours.

- dépenses de personnel : la prévision d'une réduction nette des effectifs d'ici 2008 de 17 000 salariés, dont 16 000 nets en France, est confirmée. De nouvelles mesures sont notamment mises en place compte tenu de l'arrêt du régime des congés de fin de carrière à fin 2006.
- dépenses relatives au réseau et aux systèmes d'information : comme annoncé en 2005, le Groupe réalisera des économies sur ces dépenses représentant un gain de deux points du taux de marge brute opérationnelle rapportée au chiffre d'affaires consolidé d'ici 2008.
- dépenses commerciales : ces coûts devraient être maîtrisés en 2007 grâce notamment aux économies générées par l'adoption d'une marque unique, Orange, et à l'accent mis sur l'optimisation des réseaux de distribution.

3.2 RESULTATS ESTIMES DE L'EXERCICE 2006

Les données financières présentées dans ce chapitre n'ont fait l'objet ni d'un audit ni d'un examen limité de la part des Commissaires aux comptes.

France Télécom enregistre des résultats et une génération de cash-flow légèrement supérieurs aux objectifs

Chiffre d'affaires 2006 de 51,7 milliards d'euros, en hausse de +7,5% en données historiques et de 1,2% en données à base comparable

Hausse de 5,2% du chiffre d'affaires des services mobiles (en données à base comparable) tiré par la croissance très soutenue du nombre de clients

- Hausse de 15% à base comparable du nombre de clients mobiles avec 97,6 millions de clients au 31 décembre 2006 et forte accélération des usages Haut Débit mobile avec 5,8 millions de clients au 31 décembre 2006 contre 1,6 million un an plus tôt

Développement rapide du Haut Débit ADSL et des offres Multiservices associées limitant la diminution du chiffre d'affaires des services résidentiels à 1,9% (en données à base comparable)

- Progression annuelle de 30% des accès Haut Débit ADSL avec 9,7 millions de clients en Europe au 31 décembre 2006
- Développement rapide des offres Multiservices ADSL avec 4,1 millions de Livebox commercialisées en Europe à fin 2006, 2,5 millions de clients Voix sur IP et 590 000 clients de la TV numérique sur ADSL

Taux de Marge Brute Opérationnelle 2006 de 35,9%, en ligne avec l'objectif annoncé

Marge Brute Opérationnelle de 18,5 milliards d'euros, soit une diminution du taux de marge de 1,4 point (en données historiques et à base comparable), en ligne avec l'objectif annoncé (baisse de 1 à 2 points de marge)

Stabilité du Résultat Net Part du Groupe en termes comparables

Le résultat net part du Groupe 2006 sera compris entre 4,0 et 4,2 milliards d'euros contre 5,7 milliards d'euros en 2005. En termes comparables (i.e ajusté des éléments exceptionnels) il est stable, soit de l'ordre de 3,9 à 4,1 milliards d'euros en 2006 contre 3,9 milliards d'euros en 2005.

Ratio de CAPEX sur chiffre d'affaires de 13% en 2006, en ligne avec l'objectif annoncé contre 12,5% en 2005

Cash-flow organique de 7,15 milliards d'euros en 2006, supérieur à l'objectif annoncé de 6,95 milliards (objectif ajusté, incluant PagesJaunes jusqu'à sa date de cession)

Forte réduction du ratio d'endettement (dette nette / MBO) à environ 2,27 au 31 décembre 2006 contre 2,48 au 31 décembre 2005, en ligne avec l'objectif de 2 à fin 2008

Indicateurs clés*

| Millions d'euros (Données non auditées) | 4 ^e T 05 données historiques | 4 ^e T 06 | Var. données historiques | Var. à base comparable | 2005 données historiques | 2006 | Var. données historiques | Var. à base comparable |
|--|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|---------------|--------------------------------|------------------------------|
| Chiffre d'affaires consolidé | 12 851 | 13 262 | 3,2% | 1,0% | 48 082 | 51 702 | 7,5% | 1,2% |
| dont : | | | | | | | | |
| SC Personnels | 6 614 | 7 170 | 8,4% | 3,7% | 23 535 | 27 745 | 17,9% | 5,2% |
| SC Résidentiels | 5 769 | 5 740 | -0,5% | -1,3% | 22 534 | 22 487 | -0,2% | -1,9% |
| Entreprises | 1 984 | 1 979 | -0,2% | -2,3% | 7 785 | 7 652 | -1,7% | -4,9% |
| <i>Eliminations inter-segments</i> | -1 516 | -1 628 | 7,4% | 0,1% | -5 772 | -6 182 | 7,1% | -1,1% |
| Marge brute opérationnelle | 4 136 | 4 397 | 6,3% | 3,9% | 17 953 | 18 539 | 3,3% | -2,6% |
| MBO/CA | 32,2% | 33,2% | | | 37,3% | 35,9% | -1,4pt | -1,4pt |
| CAPEX | 1 926 | 2 165 | | | 6 033 | 6 732 | 11,6% | 3,5% |
| CAPEX/CA | 15,0% | 16,3% | | | 12,5% | 13,0% | 0,5pt | 0,3pt |
| Cash-Flow organique | | | | | 7 481 | 7 157 | | |

* Hors PagesJaunes Groupe cédé le 11 octobre 2006 à l'exception du cash-flow organique.

Le Conseil d'Administration de France Télécom SA s'est réuni le 31 janvier 2007 et a examiné les comptes estimés non audités du Groupe.

Commentant les résultats de l'activité de l'année 2006, Didier Lombard, Président-Directeur Général de France Télécom a déclaré : « Le Groupe enregistre des résultats satisfaisants. La génération de cash-flow organique est légèrement supérieure aux objectifs annoncés. Ces résultats ont été obtenus grâce au dynamisme de nos équipes et à l'attractivité de nos offres. Ils

confirment l'avance stratégique du Groupe qui s'est engagé avec détermination dans une transformation profonde de ses structures depuis deux ans, anticipant ainsi la mutation de notre secteur.

L'année 2006 a été marquée par le passage de nos activités sous la marque Orange, tant en Europe que sur d'autres continents. Par ailleurs, le succès de nos nouvelles offres de convergence et de l'enrichissement des contenus que nous proposons sur l'internet Haut Débit, les mobiles et la TV, est aujourd'hui au rendez-vous. Il nous permet de proposer les services personnels, professionnels et communautaires au plus près des attentes de chacun.

Nous conduisons cette transformation, y compris à travers les différents programmes de réduction et d'optimisation des coûts, tout en préservant notre rentabilité. Ainsi, les résultats que nous présentons aujourd'hui nous permettent de confirmer notre objectif prioritaire pour 2007 de maintenir notre génération de cash flow organique. »

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé¹ du groupe France Télécom s'élève à 13,262 milliards d'euros au 4ème trimestre 2006, contre 12,851 milliards d'euros au 4ème trimestre 2005, en hausse de 3,2% en données historiques et de 1,0% en données à base comparable. Sur le 4ème trimestre, les baisses du prix des terminaisons d'appel intervenues dans plusieurs pays (notamment en Pologne) ont été compensées par l'amélioration de l'évolution du chiffre d'affaires des services de communication Résidentiels en France et des services de communication Entreprises comparée à celle enregistrée au 3ème trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2006, le chiffre d'affaires consolidé du groupe France Télécom s'établit à 51,702 milliards d'euros, soit une progression annuelle de 7,5% en données historiques. Celle-ci inclut l'impact des variations de périmètre (2 908 millions d'euros), lié principalement à l'acquisition de l'opérateur mobile espagnol Amena consolidé depuis le 1er novembre 2005. La croissance en données historiques enregistre par ailleurs l'effet favorable des taux de change (115 millions d'euros), généré pour l'essentiel par l'appréciation de la devise polonaise. En données à base comparable² la progression annuelle du chiffre d'affaires du groupe France Télécom s'établit à 1,2% (597 millions d'euros). Elle est liée au développement des marchés à fort potentiel de croissance qui enregistrent une progression de 18,6% de leur chiffre d'affaires. Parallèlement, le chiffre d'affaires des marchés matures d'Europe occidentale reste stable à 0,8% par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires des Services de Communication Personnels s'élève à 7,170 milliards d'euros au 4ème trimestre 2006, en croissance de 8,4% en données historiques et de 3,7% en données à base comparable.

Sur l'ensemble de l'année 2006, la croissance s'établit à 17,9% en données historiques et à 5,2% à base comparable. L'impact des baisses du prix des terminaisons d'appel intervenues dans plusieurs pays (notamment en France, en Espagne, en Roumanie, en Suisse et en Pologne) est plus que compensé par le développement de l'activité :

- La croissance du nombre de clients (hors MVNO³) a été particulièrement soutenue en 2006, avec 12,8 millions de clients supplémentaires (+15,1%), supérieure à la croissance de l'année précédente qui enregistrait 11,7 millions de clients supplémentaires (données à base comparable). Au total, le nombre de clients au 31 décembre 2006 s'élève à 97,6 millions.
- Les pays à fort potentiel de croissance enregistrent une progression annuelle de 32,7% de leur base de clientèle (+10,2 millions de clients supplémentaires) avec notamment la Pologne (+2,6 millions soit +26,2%).
- La progression du nombre de clients (hors MVNO) dans les pays matures d'Europe occidentale demeure significative à +4,9% (soit +2,6 millions de clients supplémentaires), notamment en France (+821 000 soit +3,7%), en Espagne (+813 000 soit +7,9%) et au Royaume-Uni (+475 000 soit +3,2%). La base de clients MVNO en Europe est passée de 0,25 à 1,03 million, principalement en France (841 000 clients) et aux Pays-Bas (153 000 clients).
- Parallèlement, le nombre de clients Haut Débit mobile (Edge et réseau UMTS) a été multiplié par plus de 3, s'établissant au 31 décembre 2006 à 5,8 millions (dont 3,6 millions en France) contre 1,6 million (dont 1,0 million en France) au 31 décembre 2005. Le développement des usages multimédia (TV, sessions vidéos, produits musicaux) et l'augmentation

¹ Hors PagesJaunes Groupe (cédé le 11 octobre 2006) : se reporter aux informations de la page 10

² Données à base comparable : se reporter aux informations de la page 10

³ Mobile Virtual Network Operator (Opérateur mobile qui utilise des infrastructures de réseaux tiers)

significative des volumes de données échangées que permettent les services Haut Débit mobile, ont généré en 2006 une progression de 18,4% du chiffre d'affaires des services de données hors messagerie (données à base comparable).

Le chiffre d'affaires des Services de Communication Résidentiels s'établit à 5,740 milliards d'euros au 4ème trimestre 2006. Il enregistre une diminution de 0,5% par rapport à l'année précédente en données historiques et de 1,3% en données à base comparable.

Sur l'ensemble de l'année 2006, le chiffre d'affaires des Services de Communication Résidentiels est quasi stable en données historiques à 0,2%, tandis qu'à base comparable la diminution s'établit à 1,9%. La forte progression (+36% en données comparables) des services Haut Débit ADSL (notamment en France) compense, pour une très large part, le repli tendanciel (-8,0%) des services téléphoniques classiques (abonnements et communications téléphoniques traditionnelles) en France, en Pologne et en Espagne. A l'effet de la progression très soutenue du nombre d'accès ADSL, vient s'ajouter la croissance du chiffre d'affaires générée par le développement rapide des offres Multiservices ADSL associées (Livebox, Voix sur IP et TV numérique sur ADSL).

- Le nombre des accès Haut Débit ADSL pour le grand public s'élève, en Europe, à 9,656 millions au 31 décembre 2006 contre 7,400 millions au 31 décembre 2005, soit une progression annuelle de 30,5% (+2,256 millions d'accès ADSL supplémentaires). En France, le nombre des accès Haut Débit ADSL pour le grand public s'élève à 5,920 millions au 31 décembre 2006, en progression annuelle de 32,8% (+1,463 million d'accès ADSL supplémentaires).
- Parallèlement, le nombre de Livebox a plus que doublé en un an avec 4,146 millions d'unités commercialisées en Europe au 31 décembre 2006 contre 1,780 million au 31 décembre 2005. Le nombre de clients aux services de « Voix sur IP » a été multiplié par près de 3 en un an, s'établissant à 2,536 millions au 31 décembre 2006 contre 970 000 au 31 décembre 2005. Les services de TV numérique sur ADSL (IP TV) totalisent pour leur part 590 000 abonnés en Europe au 31 décembre 2006 contre 200 000 un an plus tôt. En France, le nombre de Livebox a plus que doublé en 2006 à 3,4 millions ; le nombre des clients utilisant la Livebox rapporté à l'ensemble des clients de l'ADSL s'élève à 58% au 31 décembre 2006 contre 35% un an plus tôt. Le nombre de clients aux services de « Voix sur IP » a été multiplié par plus de 2 à 2 millions, tout comme le nombre de clients de la TV numérique sur ADSL qui a également plus que doublé en un an.

Le chiffre d'affaires des Services de Communication Entreprises s'établit à 1,979 milliard d'euros au 4ème trimestre 2006, en recul de -0,2% en données historiques et de 2,3% en données à base comparable.

Sur l'ensemble de l'année 2006, le recul s'établit à 1,7% en données historiques et à 4,9% à base comparable. L'évolution du chiffre d'affaires des Services de Communication Entreprises reste marquée par l'effet de la migration de grands réseaux d'entreprises vers des technologies plus récentes (comme les accès IP sur xDSL) et par le recul tendanciel du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe classique.

- L'activité des « Services de Réseaux Avancés Entreprises » est très soutenue, avec la poursuite du développement des services réseaux IP. En particulier, le nombre d'accès IP-VPN en France progresse de 44% sur un an et représente, au 31 décembre 2006, 70% de l'ensemble des accès permanents aux réseaux de données managés contre 51% un an plus tôt. De même, l'offre de mobilité Business Everywhere enregistre une progression soutenue en France avec 486 000 utilisateurs au 31 décembre 2006, soit une croissance de 19% en un an. Au total, le chiffre d'affaires des « Services de Réseaux Avancés Entreprises » est en progression annuelle de +10,9% en données à base comparable (+10,4% en données historiques).
- Parallèlement, le chiffre d'affaires des « Services d'Intégration et d'Infogérance d'applications critiques de communication » enregistre une progression de +11,1% en données à base comparable (+11,9% en données historiques), générée par le développement des plates-formes de services et des activités de supports clients liées à la gestion des réseaux de données.
- Le chiffre d'affaires des services ICT⁴ progresse de 11,8% en données à base comparable, croissance légèrement supérieure à celle de l'ensemble du marché.

⁴ ICT : Information Communication Technology (Nouvelles Technologies d'Information et de Communication).

Marge Brute Opérationnelle (MBO)

La Marge Brute Opérationnelle s'établit, au 4ème trimestre 2006 à 4,397 milliards d'euros, en hausse de 6,3% en données historiques et de 3,9% en données à base comparable. Le taux de Marge Brute Opérationnelle (MBO/chiffre d'affaires) s'établit à 33,2% sur la période contre 32,2% au 4ème trimestre 2005 en données historiques et en données à base comparable. Ajusté des éléments à caractère exceptionnel en 2005⁵, le taux de marge opérationnel baisse d'un point entre les deux périodes. Cette évolution favorable, comparée aux trimestres précédents, traduit un bon contrôle des charges commerciales qui se stabilisent sur le 4ème trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2006, la Marge Brute Opérationnelle s'élève à 18,539 milliards d'euros contre 17,953 milliards d'euros en 2005, soit une progression de 3,3% en données historiques liée aux variations de périmètre avec principalement l'intégration d'Amena. A base comparable, la MBO enregistre une baisse de 2,6%, cette diminution étant pour l'essentiel due aux dépenses commerciales qui progressent de 7,2% à base comparable.

Le taux de Marge Brute Opérationnelle s'établit à 35,9% sur l'ensemble de l'année 2006 contre 37,3% en 2005 à base comparable et en données historiques, soit une diminution de 1,4 point en un an. Ajusté de la reprise de provision exceptionnelle sur le Liban⁶ et de l'amende du Conseil de la Concurrence pris en compte en 2005, le taux de marge brute s'établit à 37,5% en 2005, soit un recul de 1,6 point. Ces évolutions sont en ligne avec l'objectif annoncé d'une évolution du taux de marge de -1 à -2 points par rapport à l'année précédente.

Sur l'ensemble de l'année 2006, afin de stabiliser sa Marge Brute Opérationnelle, France Télécom s'est engagé dans une transformation de sa structure de coûts. Les effectifs sont ainsi passés de 198 185 à fin 2005 à 191 036 à fin 2006. Ainsi, 49% du plan 2006-2008 de réduction des effectifs a été effectué au cours de l'année.

Le recul du taux de marge s'explique par :

- Un recul de 0,9 point à base comparable du taux de marge des services de communication Personnels. La progression des dépenses commerciales, reflète la très forte croissance de la base de clientèle en 2006, supérieure à celle de l'année précédente.
- Une baisse du taux de marge des services de communication Résidentiels de 1,3 point à base comparable. La baisse du chiffre d'affaires est en partie compensée par la baisse des dépenses d'interconnexion et par la diminution des charges de personnel.
- La baisse du taux de marge des services de communication Entreprises (-2,8 points à base comparable) avec notamment le recul du chiffre d'affaires des services classiques de données et de téléphonie, partiellement compensé par la diminution des coûts de réseaux.

Résultat net

Le résultat net part du Groupe sera compris entre 4,0 et 4,2 milliards d'euros au 31 décembre 2006 contre 5,709 milliards d'euros en 2005.

Toutefois, en termes comparables, le résultat net part du groupe, après neutralisation des principaux éléments exceptionnels se situera entre 3,9 et 4,1 milliards d'euros, soit une stabilité par rapport aux 3,9 milliards d'euros réalisés en 2005. Les principaux ajustements portent sur :

- les plus-values de cessions d'actifs pour 3,3 milliards d'euros en 2006 et 1,8 milliard d'euros en 2005 ;
- la dépréciation d'écarts d'acquisition et d'actifs immobilisés pour 2,7 milliards d'euros en 2006 contre 0,5 milliard d'euros en 2005 ;
- d'autres éléments sur les actifs d'impôts différés et les charges financières exceptionnelles pour - 0,5 milliard d'euros en 2006 contre + 0,5 milliard d'euros en 2005.

⁵ Ajusté de l'amende de 256 millions d'euros du Conseil de la Concurrence enregistré au 4ème trimestre 2005, le taux de marge opérationnel du 4ème trimestre 2005 est de 34,2%.

⁶ Reprise de provision de 200 millions d'euros liée aux activités au Liban intervenue au 1er semestre 2005.

Cash-flow organique

Le cash-flow organique du Groupe devrait être de 7,15 milliards d'euros au 31 décembre 2006 (6,89 milliards hors PagesJaunes), soit un montant supérieur à l'objectif annoncé de 7,0 milliards d'euros (6,95 milliards d'euros, objectif ajusté incluant PagesJaunes jusqu'à sa date de cession) grâce à la variation du besoin en fonds de roulement (BFR), meilleure qu'anticipée, et à la maîtrise des CAPEX.

Le recul par rapport à l'année précédente (le cash-flow organique s'établissait à 7,481 milliards d'euros au 31 décembre 2005), est lié pour l'essentiel aux CAPEX qui enregistrent une augmentation. Le ratio de CAPEX/Chiffre d'affaires s'établit à 13,0% pour l'année 2006, en ligne avec l'objectif annoncé.

Le ratio dette nette sur Marge Brute Opérationnelle devrait être d'environ 2,27 à fin décembre 2006 contre 2,48 à fin décembre 2005.

Perspectives 2007

Le Groupe a pour objectif de maintenir en 2007 la génération de cash-flow organique à 6,8 milliards d'euros, niveau ajusté de la cession de PagesJaunes Groupe intervenue fin 2006.

Dans un contexte global de légère croissance sur les marchés du Groupe, cet objectif repose sur le maintien du taux d'investissement au niveau de 2006 et sur une quasi-stabilisation du taux de Marge Brute Opérationnelle grâce à l'accentuation du programme de réduction et d'optimisation des coûts en cours.

L'objectif de ratio de dette nette sur Marge Brute Opérationnelle de 2 est confirmé pour fin 2008.

Le niveau de dividende qui sera proposé au Conseil d'Administration du 5 mars 2007 pour approbation en Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2007 est de 1,2 euro par action, en augmentation de 20% par rapport à l'année 2005.

Notas

- Comptabilisation de PagesJaunes en activités cédées :

Conformément aux normes comptables internationales (norme IFRS 5), une société est tenue de présenter une activité en actif non courant déteu en vue de la vente, si sa valeur comptable sera principalement recouverte par le biais d'une cession plutôt que par la poursuite de cette activité. L'activité annuelle du Groupe France Télécom répond à cette définition.

Conformément aux IFRS, ce format de présentation est retenu à la fois pour les données financières de l'exercice en cours, et pour les données des exercices antérieurs présentées à titre de comparatif. En outre, les données présentées au compte de résultat consolidé simplifié s'entendent hors élimination des flux existants entre PagesJaunes Groupe et l'ensemble des autres sociétés du Groupe France Télécom.

- Données à base comparable:

Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée.

3.3 PRE-DEPLOIEMENT DU TRES HAUT DEBIT (2007-2008)

Le 15 décembre 2006, France Télécom a annoncé le lancement de la phase de pré-déploiement de son réseau Très Haut Débit en France à partir de 2007 pour un investissement total d'environ 270 millions d'euros sur les années 2007 et 2008. Cette évolution vise à raccorder à la fibre de 150 000 à 200 000 clients sur une base de plus d'un million de clients raccordables fin 2008. Le Groupe tire ainsi profit du pilote mené en 2006, lui ayant permis d'éprouver ses choix technologiques et de qualifier les besoins de ses clients. La décision d'un déploiement à large échelle du Très Haut Débit à partir de 2009 devrait intervenir courant 2008 en fonction des conditions réglementaires et de marché.

A cet égard, Didier Lombard, Président-Directeur Général de France Télécom, déclare : « La méthode retenue par le Groupe pour le Très Haut Débit est une parfaite illustration de la façon dont nous conduisons la transformation de France Télécom partout dans le monde : anticipation des attentes et des usages des clients, maîtrise des évolutions technologiques, pragmatisme dans le déploiement technique comme dans le dialogue avec les autorités réglementaires, capacité à partager notre vision avec l'ensemble des parties prenantes. Ce sont là les clés de notre réussite, c'est-à-dire in fine de la création de valeur pour nos actionnaires ».

3.4 ACQUISITION DU GROUPE DIWAN

En juillet 2006, France Télécom a acquis un bloc de contrôle représentant environ 72% du capital de Groupe Diwan, société d'intégration spécialisée en management et sécurisation des infrastructures systèmes, réseaux et télécoms, cotée sur le marché Alternext, pour 28,2 millions d'euros en numéraire. Conformément aux règles d'Alternext et au Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, France Télécom a offert aux actionnaires de Groupe Diwan une garantie de cours à un prix par action identique à celui de l'acquisition du bloc de contrôle. France Télécom a ensuite procédé à une offre complémentaire de rachat des actions. A l'issue de ces opérations qui se sont déroulées en novembre et décembre 2006, France Télécom détient 99,51% de Groupe Diwan et la société a été radiée de la cote.

3.5 ACQUISITION D' ACTIONS GROUPE SILICOMP

Le 4 janvier 2007, France Télécom a acquis un bloc de contrôle représentant environ 54% du capital de Groupe Silicomp, société cotée sur le marché réglementé Euronext d'Euronext Paris SA, auprès de l'ensemble des actionnaires de référence pour un montant de 50 millions d'euros payés en numéraire.

Conformément à la réglementation boursière applicable, France Télécom a déposé le 19 janvier 2007 un projet de garantie de cours portant sur la totalité des actions et bons de souscription d'actions Silicomp 2007 non détenus par France Télécom à un prix par action identique à celui de l'acquisition du bloc de contrôle, soit 20 € par action et 1,40 € par bon de souscription Silicomp 2007.

3.6 COMPLEMENT DE PRIX SUR CESSION DE TDF

Le 31 janvier 2007, les anciens co-actionnaires de France Télécom dans Tower Participations ont cédé leur participation dans cette société. En vertu du mécanisme de partage des plus-values entre France Télécom et ses anciens coactionnaires sur leur investissement dans Tower Participations, décidé en 2002 lors de la cession de TDF à Tower Participations et amendé en 2005 lors de la cession par France Télécom de sa participation de 36,2 % dans Tower Participations, France Télécom percevra un complément de prix de 254 millions d'euros.

Par ailleurs la plus value différée en 2005 compte tenu d'un risque de rétrocession d'un montant de 53 millions d'euros sera constatée en 2007.

3.7 PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

En décembre 2006, Free a assigné France Télécom devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi du fait des pratiques abusives de France Télécom sur le marché de l'accès à Internet haut débit entre 1999 et 2005. Free reproche à France Télécom d'avoir mis en œuvre une stratégie qui, entre 2000 et 2002, l'aurait empêché de déployer l'ADSL et de recruter de nouveaux clients susceptibles de s'ajouter à ses clients bas débit et, à partir de 2003 et jusqu'en 2005, aurait retardé sa progression sur ce marché. Free évalue son préjudice à 2,35 milliards d'euros et demande au Tribunal de condamner France Télécom à lui payer la somme provisionnelle de 500 millions d'euros, à parfaire et de désigner un collège de trois experts chargé de déterminer le nombre d'abonnés perdus par Free. Bien que l'issue de ce litige ne puisse être déterminée de manière certaine, France Télécom estime que les demandes de Free ne sont pas fondées et que Free a été en mesure de bénéficier pleinement du développement et du dynamisme du marché du haut-débit en France.

Le 30 janvier 2007, le Tribunal de première instance de Luxembourg a confirmé l'amende de 10,4 millions d'euros infligée par la Commission européenne à Wanadoo en 2003 pour avoir abusé de sa position dominante en pratiquant des prix prédateurs sur le marché de détail de l'accès à Internet haut débit entre mars 2001 et octobre 2002.

4. INFORMATIONS LIEES A L'ACQUISITION DU GROUPE SILICOMP

4.1 COUT D'ACQUISITION

Le coût d'acquisition global de Groupe Silicomp est estimé à environ 104 millions d'euros. Ce montant inclut :

- Le prix d'acquisition du bloc de contrôle (environ 54% du capital) réalisée le 4 janvier 2007 : environ 50 millions d'euros
- Le prix d'acquisition des actions et des bons de souscription d'actions (BSA) dans le cadre de la garantie de cours : environ 52 millions d'euros. Ce montant prend pour hypothèse un apport à la garantie de cours de la totalité (i) des actions non détenues par France Télécom sur une base totalement diluée par suite de l'émission d'actions consécutive à l'exercice de l'intégralité des options de souscription pouvant être exercées préalablement à la clôture de la garantie de cours et (ii) des BSA et non des actions issues de l'exercice de ceux-ci.
- Les frais liés aux deux opérations : environ 2 millions d'euros

4.2 MODALITES DE FINANCEMENT

L'acquisition du bloc de contrôle et la garantie de cours sont financées en totalité par la trésorerie disponible de France Télécom.

4.3 MONTANT DE L'ECART D'ACQUISITION ET TRAITEMENT COMPTABLE

L'écart d'acquisition est calculé sur la base des derniers comptes consolidés Groupe Silicomp publiés au 30 juin 2006.

- Phase 1 : Acquisition du bloc de contrôle
Il est retenu comme hypothèse que les 56 062 BSA acquis au cours de cette phase seront exercés par France Télécom. Sur cette base, l'écart d'acquisition s'élèvera à 45 millions d'euros.
- Phase 2 : Garantie de cours offerte aux actionnaires minoritaires
Les mêmes hypothèses que celles décrites au paragraphe 4.1 sont retenues, étant précisé qu'il n'est pas tenu compte de l'exercice des 3 722 482 BSA restant en circulation au 4 janvier 2007.
Sur ces bases, l'écart d'acquisition s'élèverait à 46 millions d'euros.

Au total, l'écart d'acquisition sur les phases 1 et 2 s'élèverait ainsi à 91 millions d'euros.

En application de la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », la société Groupe Silicomp est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de France Telecom à compter du 4 janvier 2007, date de la prise de contrôle effective. Par ailleurs :

- L'allocation définitive de l'écart d'acquisition sera finalisée au plus tard le 4 janvier 2008.
- L'écart d'acquisition ne sera pas amorti mais fera l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et en toute hypothèse au minimum une fois par an.

4.4 IMPACT DE L'OFFRE SUR LES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE FRANCE TELECOM

Compte tenu du montant de la transaction, l'acquisition de Groupe Silicomp n'a pas d'impact significatif sur les ratios-clés du Groupe France Télécom.

5. TABLE DE CONCORDANCE

| ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE | RUBRIQUES DE L'ANNEXE 1 DU REGLEMENT EUROPEEN N°809-2004 |
|--|---|
| Chapitre 1 | 1 Personnes Responsables |
| Chapitre 2.1 | 21.1 Capital Social |
| Chapitre 2.2 | 18 Principaux Actionnaires |
| Chapitre 3.1 | 12 Information sur les Tendances |
| Chapitre 3.2 | 13 Estimation du bénéfice |
| Chapitres 3.3 à 3.6 | 5.1.5 Evènements importants dans le développement des activités de l'émetteur |
| Chapitre 3.7 | 20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage |

Annexe 1 : Chiffre d'affaires trimestriel

| (en millions d'euros) | 2006 | 2005 historique | 2005 à base comparable | Variation historique | Variation à base comparable |
|--|---------------|--------------------|------------------------------|-------------------------|-----------------------------------|
| 1^{er} trimestre* | | | | | |
| Services de Communication Personnels | 6 633 | 5 328 | 6 178 | 24,5% | 7,4% |
| France | 2 391 | 2 328 | 2 324 | 2,7% | 2,9% |
| Royaume-Uni | 1 444 | 1 361 | 1 376 | 6,1% | 4,9% |
| Espagne | 803 | | 753 | | 6,6% |
| Pologne | 452 | 357 | 375 | 26,5% | 20,4% |
| Reste du monde | 1 592 | 1 325 | 1 394 | 20,2% | 14,3% |
| <i>Eliminations</i> | -49 | -43 | -44 | 14,0% | 12,6% |
| Services de Communication Résidentiels | 5 562 | 5 581 | 5 674 | -0,3% | -2,0% |
| France | 4 347 | 4 407 | 4 420 | -1,4% | -1,7% |
| <i>Services Grand public</i> | 2 358 | 2 422 | 2 382 | -2,6% | -1,0% |
| <i>Réseaux et Opérateurs</i> | 1 384 | 1 376 | 1 400 | 0,6% | -1,2% |
| <i>Autres revenus SCR</i> | 606 | 610 | 638 | -0,7% | -5,1% |
| Pologne | 787 | 789 | 827 | -0,2% | -4,8% |
| Reste du monde | 470 | 419 | 466 | 12,1% | 1,0% |
| <i>Eliminations</i> | -42 | -35 | -38 | 20,6% | 10,2% |
| Services de Communication Entreprises | 1 919 | 1 943 | 2 049 | -1,2% | -6,3% |
| Téléphonie fixes et services de données classiques | 1 085 | 1 264 | 1 282 | -14,1% | -15,4% |
| Services de réseaux avancés Entreprises | 455 | 380 | 395 | 19,5% | 15,1% |
| Intégration et Infogérance d'applications critiques de communication | 182 | 163 | 169 | 11,8% | 7,4% |
| Autres services Entreprises | 198 | 137 | 202 | 44,8% | -2,1% |
| <i>Eliminations inter-segments</i> | -1 498 | -1 409 | -1 536 | 6,3% | -2,5% |
| Total | 12 616 | 11 443 | 12 365 | 10,3% | 2,0% |
| 2^{ème} trimestre* | | | | | |
| Services de Communication Personnels | 6 796 | 5 656 | 6 480 | 20,2% | 4,9% |
| France | 2 432 | 2 411 | 2 405 | 0,9% | 1,1% |
| Royaume-Uni | 1 426 | 1 451 | 1 431 | -1,7% | -0,3% |
| Espagne | 830 | | 809 | | 2,6% |
| Pologne | 469 | 384 | 402 | 22,1% | 16,7% |
| Reste du monde | 1 691 | 1 457 | 1 485 | 16,1% | 13,9% |
| <i>Eliminations</i> | -52 | -47 | -52 | 11,3% | -0,5% |
| Services de Communication Résidentiels | 5 565 | 5 575 | 5 715 | -0,2% | -2,6% |
| France | 4 367 | 4 421 | 4 470 | -1,2% | -2,3% |
| <i>Services Grand public</i> | 2 362 | 2 419 | 2 424 | -2,4% | -2,6% |
| <i>Réseaux et Opérateurs</i> | 1 389 | 1 366 | 1 382 | 1,7% | 0,5% |
| <i>Autres revenus SCR</i> | 616 | 636 | 665 | -3,0% | -7,2% |
| Pologne | 756 | 770 | 811 | -1,8% | -6,7% |
| Reste du monde | 489 | 418 | 472 | 17,1% | 3,7% |
| <i>Eliminations</i> | -48 | -34 | -37 | 42,1% | 30,2% |
| Services de Communication Entreprises | 1 901 | 1 979 | 2 047 | -3,9% | -7,1% |
| Téléphonie fixes et services de données classiques | 1 015 | 1 214 | 1 217 | -16,4% | -16,6% |
| Services de réseaux avancés Entreprises | 467 | 422 | 423 | 10,6% | 10,4% |
| Intégration et Infogérance d'applications critiques de communication | 202 | 190 | 190 | 6,8% | 6,5% |
| Autres services Entreprises | 216 | 153 | 217 | 41,5% | -0,3% |
| <i>Eliminations inter-segments</i> | -1 507 | -1 420 | -1 552 | 6,1% | -2,9% |
| Total | 12 755 | 11 790 | 12 690 | 8,2% | 0,5% |

* Se reporter aux notas de la page 8

| (en millions d'euros) | 2006 | 2005 historique | 2005 à base comparable | Variation historique | Variation à base comparable |
|--|---------------|--------------------|------------------------------|-------------------------|-----------------------------------|
| 3ème trimestre* | | | | | |
| Services de Communication Personnels | 7 146 | 5 937 | 6 806 | 20,4% | 5,0% |
| France | 2 529 | 2 503 | 2 500 | 1,0% | 1,2% |
| Royaume-Uni | 1 491 | 1 492 | 1 499 | -0,1% | -0,6% |
| Espagne | 882 | | 859 | | 2,6% |
| Pologne | 510 | 415 | 423 | 22,7% | 20,5% |
| Reste du monde | 1 804 | 1 582 | 1 584 | 14,1% | 13,9% |
| <i>Eliminations</i> | -69 | -55 | -59 | 26,0% | 15,9% |
| Services de Communication Résidentiels | 5 620 | 5 610 | 5 723 | 0,2% | -1,8% |
| France | 4 403 | 4 398 | 4 446 | 0,1% | -1,0% |
| <i>Services Grand public</i> | 2 408 | 2 415 | 2 418 | -0,3% | -0,4% |
| <i>Réseaux et Opérateurs</i> | 1 539 | 1 366 | 1 579 | 12,6% | -2,5% |
| <i>Autres revenus SCR</i> | 456 | 617 | 449 | -26,0% | 1,6% |
| Pologne | 742 | 778 | 791 | -4,6% | -6,2% |
| Reste du monde | 526 | 475 | 528 | 10,7% | -0,4% |
| <i>Eliminations</i> | -51 | -42 | -42 | 22,8% | 21,3% |
| Services de Communication Entreprises | 1 852 | 1 879 | 1 924 | -1,4% | -3,7% |
| Téléphonie fixes et services de données classiques | 970 | 1 118 | 1 111 | -13,3% | -12,7% |
| Services de réseaux avancés Entreprises | 476 | 435 | 427 | 9,4% | 11,4% |
| Intégration et Infogérance d'applications critiques de communication | 206 | 178 | 176 | 15,9% | 17,2% |
| Autres services Entreprises | 201 | 148 | 210 | 35,4% | -4,2% |
| <i>Eliminations inter-segments</i> | -1 548 | -1 427 | -1 538 | 8,5% | 0,7% |
| Total | 13 070 | 11 999 | 12 915 | 8,9% | 1,2% |
| 4ème trimestre* | | | | | |
| Services de Communication Personnels | 7 170 | 6 614 | 6 916 | 8,4% | 3,7% |
| France | 2 530 | 2 531 | 2 551 | 0,0% | -0,8% |
| Royaume-Uni | 1 514 | 1 528 | 1 543 | -1,0% | -1,9% |
| Espagne | 839 | 536 | 800 | n.s. | 4,9% |
| Pologne | 504 | 441 | 450 | 14,2% | 12,0% |
| Reste du monde | 1 832 | 1 628 | 1 624 | 12,5% | 12,8% |
| <i>Eliminations</i> | -49 | -50 | -51 | -2,8% | -4,8% |
| Services de Communication Résidentiels | 5 740 | 5 769 | 5 819 | -0,5% | -1,3% |
| France | 4 539 | 4 492 | 4 499 | 1,1% | 0,9% |
| <i>Services Grand public</i> | 2 425 | 2 421 | 2 407 | 0,2% | 0,7% |
| <i>Réseaux et Opérateurs</i> | 1 464 | 1 395 | 1 452 | 4,9% | 0,9% |
| <i>Autres revenus SCR</i> | 651 | 675 | 641 | -3,6% | 1,5% |
| Pologne | 763 | 804 | 818 | -5,1% | -6,8% |
| Reste du monde | 520 | 525 | 554 | -0,9% | -6,1% |
| <i>Eliminations</i> | -82 | -52 | -52 | 58,8% | 56,7% |
| Services de Communication Entreprises | 1 979 | 1 984 | 2 027 | -0,2% | -2,3% |
| Téléphonie fixes et services de données classiques | 993 | 1 130 | 1 117 | -12,1% | -11,1% |
| Services de réseaux avancés Entreprises | 481 | 464 | 449 | 3,7% | 7,2% |
| Intégration et Infogérance d'applications critiques de communication | 246 | 217 | 217 | 13,2% | 13,0% |
| Autres services Entreprises | 259 | 173 | 243 | 50,2% | 6,5% |
| <i>Eliminations inter-segments</i> | -1 628 | -1 516 | -1 626 | 7,4% | 0,1% |
| Total | 13 262 | 12 851 | 13 136 | 3,2% | 1,0% |

* Se reporter aux notes de la page 8

| <i>(en millions d'euros)</i> | 2006 | 2005 historique | 2005 à base comparable | Variation historique | Variation à base comparable |
|--|---------------|----------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|--|
| Chiffre d'affaires annuel* | | | | | |
| Services de Communication Personnels | 27 745 | 23 535 | 26 381 | 17,9% | 5,2% |
| France | 9 882 | 9 773 | 9 780 | 1,1% | 1,0% |
| Royaume-Uni | 5 874 | 5 832 | 5 850 | 0,7% | 0,4% |
| Espagne | 3 353 | 536 | 3 222 | n.s. | 4,1% |
| Pologne | 1 934 | 1 598 | 1 650 | 21,1% | 17,2% |
| Reste du monde | 6 920 | 5 991 | 6 086 | 15,5% | 13,7% |
| <i>Eliminations</i> | -219 | -195 | -207 | 12,4% | 5,9% |
| Services de Communication Résidentiels | 22 487 | 22 534 | 22 931 | -0,2% | -1,9% |
| France | 17 657 | 17 718 | 17 835 | -0,3% | -1,0% |
| <i>Services Grand public</i> | 9 552 | 9 677 | 9 631 | -1,3% | -0,8% |
| <i>Réseaux et Opérateurs</i> | 5 776 | 5 504 | 5 812 | 4,9% | -0,6% |
| <i>Autres revenus SCR</i> | 2 329 | 2 537 | 2 392 | -8,2% | -2,6% |
| Pologne | 3 048 | 3 141 | 3 246 | -3,0% | -6,1% |
| Reste du monde | 2 005 | 1 837 | 2 019 | 9,2% | -0,7% |
| <i>Eliminations</i> | -224 | -162 | -170 | 37,8% | 31,6% |
| Services de Communication Entreprises | 7 652 | 7 785 | 8 046 | -1,7% | -4,9% |
| Téléphonie fixes et services de données classiques | 4 063 | 4 726 | 4 727 | -14,0% | -14,0% |
| Services de réseaux avancés Entreprises | 1 879 | 1 702 | 1 694 | 10,4% | 10,9% |
| Intégration et Infogérance d'applications critiques de communication | 836 | 747 | 752 | 11,9% | 11,1% |
| Autres services Entreprises | 874 | 611 | 872 | 43,2% | 0,3% |
| <i>Eliminations inter-segments</i> | -6 182 | -5 772 | -6 252 | 7,1% | -1,1% |
| Total | 51 702 | 48 082 | 51 105 | 7,5% | 1,2% |

* Se reporter aux notes de la page 10

Annexe 2 : Indicateurs clés de performance de France Télécom

| | T1 05 historique | T2 05 historique | T3 05 historique | T4 05 historique | T1 06 historique | T2 06 historique | T3 06 historique | T4 06 historique |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Services de Communication Personnel (SCP) | | | | | | | | |
| Nombre total de clients* (millions) | 64,394 | 66,740 | 69,981 | 84,315 | 86,466 | 88,664 | 92,598 | 97,633 |
| SCP France | | | | | | | | |
| Nombre total de clients* (millions) | 21,305 | 21,440 | 21,673 | 22,430 | 22,458 | 22,390 | 22,543 | 23,268 |
| - dont clients bénéficiant d'un contrat (millions) | 12,985 | 13,220 | 13,507 | 13,855 | 13,944 | 14,076 | 14,352 | 14,714 |
| Nombre de clients MVNO (millions) | 0,017 | 0,032 | 0,088 | 0,184 | 0,259 | 0,431 | 0,617 | 0,841 |
| ARPU total (euros) | 430 | 429 | 429 | 424 | 421 | 417 | 413 | 410 |
| SCP Royaume-Uni | | | | | | | | |
| Nombre total de clients* (millions) | 14,334 | 14,459 | 14,479 | 14,858 | 14,958 | 14,951 | 15,140 | 15,333 |
| - dont clients bénéficiant d'un contrat (millions) | 4,815 | 4,925 | 4,942 | 4,978 | 4,898 | 4,731 | 4,918 | 4,968 |
| ARPU total (GBP) | 270 | 267 | 263 | 263 | 263 | 261 | 259 | 257 |
| SCP Espagne | | | | | | | | |
| Nombre total de clients* (millions) | | | | 10,301 | 10,534 | 10,664 | 10,837 | 11,114 |
| - dont clients bénéficiant d'un contrat (millions) | | | | 4,997 | 5,106 | 5,149 | 5,223 | 5,420 |
| ARPU total (euros) | | | | | 311 | 307 | 303 | 301 |
| SCP Pologne | | | | | | | | |
| Nombre total de clients* (millions) | 8,021 | 8,634 | 9,134 | 9,919 | 10,419 | 11,127 | 11,738 | 12,521 |
| SCP Reste du Monde | | | | | | | | |
| Nombre total de clients* (millions) | 20,734 | 22,206 | 24,695 | 26,807 | 28,098 | 29,532 | 32,341 | 35,397 |
| Services de Communication Résidentiels (SCR) | | | | | | | | |
| Nombre total de clients ADSL (000s) | 5 654 | 6 145 | 6 639 | 7 400 | 8 141 | 8 549 | 9 034 | 9 656 |
| SCR France | | | | | | | | |
| Nombre total de clients abonnés au fixe (000s) | 27 419 | 27 235 | 27 067 | 26 929 | 26 645 | 26 318 | 25 946 | 25 470 |
| Nombre de lignes dégroupées (000s) | 2 033 | 2 330 | 2 514 | 2 827 | 3 157 | 3 351 | 3 513 | 3 919 |
| - dont dégroupage total (000s) | 151 | 256 | 361 | 598 | 953 | 1 243 | 1 585 | 2 109 |
| - dont dégroupage partiel (000s) | 1 882 | 2 074 | 2 153 | 2 229 | 2 204 | 2 108 | 1 928 | 1 810 |
| Nombre de clients ADSL fin de période (000s) | 3 431 | 3 661 | 3 996 | 4 457 | 4 926 | 5 216 | 5 536 | 5 920 |
| Part de marché ADSL fin de période (%) | 49,2 | 49,6 | 50,1 | 50,0 | 49,7 | 49,7 | 49,8 | ~49,4*** |
| Nombre de clients IP TV** (000s) | 102 | 117 | 142 | 200 | 229 | 306 | 421 | 577 |
| Nombre de Livebox (000s) | 416 | 627 | 990 | 1 559 | 2 131 | 2 515 | 2 931 | 3 437 |
| Nombre de clients Voix sur IP (000s) | 245 | 326 | 484 | 830 | 1 207 | 1 464 | 1 731 | 2 081 |
| ARPU total (euros) | 26,7 | 26,9 | 26,8 | 27,0 | 27,1 | 27,2 | 27,5 | 28,0 |
| - dont abonnement (euros) | 12,2 | 12,4 | 12,6 | 12,8 | 12,9 | 12,9 | 13,1 | 13,3 |
| - dont appels (euros) | 10,5 | 10,1 | 9,9 | 9,5 | 9,2 | 9,0 | 8,7 | 8,5 |
| - dont services internet (euros) | 4,0 | 4,3 | 4,4 | 4,7 | 5,1 | 5,4 | 5,8 | 6,2 |
| SCR Pologne | | | | | | | | |
| Nombre total de clients abonnés au fixe (000s) | 10 801 | 10 766 | 10 695 | 10 607 | 10 485 | 10 388 | 10 275 | 10 128 |
| Nombre de clients ADSL (000s) | 793 | 888 | 980 | 1 143 | 1 302 | 1 401 | 1 542 | 1 703 |
| SCR reste du monde | | | | | | | | |
| Nombre total de clients abonnés au fixe (000s) | 4 531 | 4 381 | 4 373 | 4 319 | 4 312 | 4 308 | 4 649 | 4 680 |
| Nombre de clients ADSL (000s) | 1 497 | 1 597 | 1 663 | 1 800 | 1 912 | 1 932 | 1 956 | 2 033 |
| - dont clients au Royaume-Uni (000s) | 717 | 769 | 826 | 906 | 986 | 1 004 | 1 029 | 1 063 |
| - dont clients en Espagne (000s) | 485 | 526 | 528 | 563 | 586 | 593 | 593 | 640 |
| - dont clients aux Pays-Bas (000s) | 295 | 302 | 309 | 331 | 340 | 335 | 334 | 330 |
| Services de Communication Entreprises | | | | | | | | |
| Nombre d'accès IP-VPN monde (000s) | 134 | 152 | 166 | 184 | 214 | 228 | 242 | 256 |
| Nombre de clients Business Everywhere en France (000s) | 341 | 364 | 376 | 408 | 420 | 443 | 465 | 486 |

* Hors les clients des MVNOs

** IP TV : TV numérique sur ADSL

*** Estimation de France Télécom en attendant la publication trimestrielle de l'Observatoire de l'Internet haut débit de l'ARCEP

Glossaire

ARPU du secteur d'activité SCP :

le chiffre d'affaires annuel moyen par client (ARPU) est calculé en divisant le Chiffre d'affaires du réseau généré sur les douze derniers mois (à l'exclusion du chiffre d'affaires en provenance des opérateurs mobiles virtuels - MVNO) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU est exprimé en chiffre d'affaires annuel par client.

ARPU du secteur d'activité SCR :

Le chiffre d'affaires annuel moyen par ligne des Services fixes Grand Public est calculé en divisant le chiffre d'affaires mensuel moyen, sur la base des douze derniers mois, par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client.

Besoin en fonds de roulement d'exploitation :

Stocks nets, plus créances clients, moins dettes fournisseurs (hors fournisseurs d'immobilisations).

CAPEX :

Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS et hors investissements financés par location financement (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cash-flow organique :

Flux net de trésorerie généré par l'activité, net du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement, hors produits de cession de titres de participation et hors acquisitions de titres de participation et actifs financiers. Le cash-flow organique correspond également au flux net de trésorerie généré par l'activité, diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations et nettes des produits de cession d'actifs corporels et incorporels.

Données à base comparable :

Des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée.

MBO : marge brute opérationnelle :

Chiffre d'affaires diminué des achats externes, des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) et des charges de personnel (salaires et charges). Les charges de personnel (salaires et charges) présentées dans la marge brute opérationnelle (MBO) ne tiennent pas compte de la participation des salariés ainsi que des charges de rémunération en actions.

Annexe 3 : Compte de résultat

| <i>Données non auditées</i> (En millions d'euros) | 2005 (avec PagesJaunes en activités cédées ¹) |
|--|---|
| Chiffre d'affaires | 48 082 |
| Achats externes | (19 923) |
| Autres produits opérationnels | 410 |
| Autres charges opérationnelles | (2 152) |
| Charges de personnel : salaires et charges | (8 464) |
| Marge Brute Opérationnelle | 17 953 |
| - Participation des salariés | (349) |
| - Rémunération en actions | (158) |
| Dotations aux amortissements | (7 024) |
| Perte de valeur des écarts d'acquisition | (11) |
| Perte de valeur des immobilisations | (568) |
| Résultats de cession d'actifs | 1 089 |
| Coût des restructurations | (454) |
| Résultat des entités mises en équivalence | 20 |
| Résultat d'exploitation | 10 498 |
| Changes financières nettes | (3 058) |
| Gain (perte) de change | (147) |
| Effet d'actualisation | (162) |
| Résultat financier | (3 367) |
| Impôt sur les sociétés | (1 419) |
| Résultat net des activités poursuivies | 5 712 |
| Résultat net des activités cédées | 648 |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | 6 360 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom SA | 5 709 |
| Intérêts minoritaires | 651 |

¹ Conformément aux normes comptables internationales (norme IFRS 5), une société est tenue de présenter une activité en actif non courant détenu en vue de la vente, si sa valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une cession plutôt que par la poursuite de cette activité. L'activité annuelle du Groupe France Télécom répond à cette définition.

Conformément aux IFRS, ce format de présentation est retenu à la fois pour les données financières de l'exercice en cours, et pour les données des exercices antérieurs présentées à titre de comparatif. En outre, les données présentées au compte de résultat consolidé simplifié s'entendent hors élimination des flux existants entre PagesJaunes Groupe et l'ensemble des autres sociétés du Groupe France Télécom.